

Carolyn Nordstrom

Global Outlaws. Crime, Money, and Power in the Contemporary World

Berkeley, University of California Press, 2007, 234 p.

Le sujet de *Global Outlaws* est passionnant, mais l'écriture de son compte-rendu s'est révélée particulièrement pénible pour moi. Ce livre n'est assurément pas académique, et ce parti pris est expressément souligné par la quasi-absence de notes de bas de page, la brièveté de la bibliographie et la non utilisation des références bibliographiques citées tout au long de ce qui se veut être une démonstration. Carolyn Nordstrom a fait le choix d'une analyse sur le mode du récit, du retour sur expérience, ainsi que sur le mode de questionnements – souvent volontairement naïfs – qui seraient apparemment délaissés par le monde académique. Et pourquoi pas ? Cette démarche est aussi légitime, même si l'on peut s'étonner qu'une maison d'édition qui se veut académique ait fait le choix de ce genre de publication.

Le problème – et mon malaise vient de là – est que, lorsqu'un tel choix est fait, il faut s'en donner les moyens. C'est-à-dire faire un livre de terrain, ou bien un livre de problématisation novatrice. Or *Global Outlaws* n'est ni l'un, ni l'autre. Carolyn Nordstrom a certes beaucoup voyagé, dans des endroits qui peuvent sembler difficiles d'accès ou originaux, selon une logique intéressante – mais tout déplacement peut-il être considéré comme un « terrain » ? De même, il y a bien une thèse dans ce livre – celle de l'inextinguible enchevêtrement du légal et de l'illégal, de la multiplicité des lieux de pouvoir dans un monde globalisé et de la nécessité de regarder « autrement » l'économie et le politique, notamment en prenant en compte cette diffusion des pratiques en marges de la légalité – mais celle-ci est devenue tellement banale, tellement travaillée par d'autres qu'on ne peut que s'étonner qu'il s'agisse là d'une problématique « nouvelle » proposée par l'auteur. *Global Outlaws* est peut-

être un bon livre de journalisme (encore que, dans ce registre, on apprend sans aucun doute beaucoup plus de choses dans *Gommora* de Roberto Saviano, dont j'ai proposé une lecture dans le n° 3 de *Sociétés politiques comparées*), mais il ne s'agit ni d'anthropologie économique, ni d'anthropologie tout court, ni encore d'économie politique.

L'ouvrage est bien écrit, il se lit effectivement d'une traite, il est construit intelligemment avec une montée en généralité à partir d'un tout petit lieu d'observation (le vendeur de cigarettes dans une ville d'Angola) pour aller au plus vaste (les réseaux transnationaux dans les plus grands ports du monde), avec aussi des allers-retours constants entre l'une et l'autre de ces échelles. Mes critiques de non scientificité ne sont pas synonymes de déni d'intérêt. L'originalité du travail de Carolyn Nordstrom réside dans sa volonté d'appréhender, à partir d'une démarche anthropologique, la globalité d'un phénomène (l'économie hors la loi) le plus souvent abordé par des disciplines normatives (comme l'économie) ou peu soucieuses des jeux d'acteurs (comme la science politique), ou encore par des chercheurs sans terrains historiquement situés (tels les adeptes des *global studies*). L'idée de montrer l'enchevêtrement des échelles est incontestablement judicieuse.

Des choses importantes sont dites, à l'instar de l'indistinction, du flou et du chevauchement constant du formel et de l'informel, du légal et de l'illégal, du licite et de l'illicite ; de la surévaluation des trafics proprement dits (drogue, « diamants du sang »), ou encore du blanchiment par rapport à l'ampleur du commerce non régulé et par certains côtés criminalisé ; de la multiplicité des formes de la globalisation qui se réalise aussi par des voies non orthodoxes ; de l'importance des ports et des difficultés de maîtrise effective des flux économiques ; de la prise en compte biaisée de la criminalité par les autorités et les institutions politiques... On trouve également dans *Global Outlaws* d'intéressantes descriptions concrètes de pratiques, notamment dans les ports, des dialogues vivants qui décrivent effectivement une réalité complexe – mais une réalité méconnue uniquement des manuels classiques d'économie politique et des membres les plus dogmatiques des organisations internationales. Car c'est là que le bât blesse.

Carolyn Nordstrom enfonce en effet la plupart du temps des portes ouvertes sur le mode du récit anthropologique vécu qui se révèle en vérité extrêmement naïf et surtout d'une arrogante méconnaissance – ou non prise en compte, ce qui revient au même – des travaux de ses collègues qui ont travaillé sur ce sujet ou sur des sujets proches. Même si la posture de l'anthropologue se veut d'une autre nature, comment apporter quelque chose sans prendre en compte les travaux antérieurs de chercheurs de nombreuses disciplines – mais aussi d'anthropologie – qui ont abordé le sujet censé être le cœur de ce livre ? L'accumulation est

fondamentale, y compris en sciences sociales, et pas seulement dans l'économie réelle que nous décrit Carolyn Nordstrom. Cette dernière enfonce des portes d'autant plus ouvertes que les terrains qui ont permis l'écriture de ce livre n'apparaissent pas très denses pour reprendre la formule de Geertz (*thick description*). Très peu est dit des sociétés qui abritent ces activités et ces flux économiques, des processus politiques qui les accompagnent et les façonnent, des trajectoires des individus et des groupes qui en sont les acteurs, sur les significations spécifiques de ces phénomènes globaux dans des sociétés concrètes très différenciées. En l'absence d'une prise en compte subtile et spécifique de chacun des niveaux localisés explorés, en l'absence de questionnements socio-anthropologiques substantiels, comment ne pas tomber dans les travers des *global studies* ?

D'emblée, la lecture de ce livre frappe par sa légèreté intellectuelle et son incohérence, que révèle la nature de la bibliographie mentionnée par l'auteur. Celle-ci est presque uniquement composée d'ouvrages sur la criminalité économique – souvent d'ailleurs pas ou mal exploités dans son analyse –... alors même que l'argument principal du livre est de montrer qu'il est impossible de circonscrire le criminel à des sphères d'activités bien connues, mais qu'il s'étend à toutes les pratiques en marge de la légalité, et que les chevauchements ou relations entre légal et illégal (ce qu'elle nomme dans une posture affectée il/légal) sont quasi universels. Pourtant, les travaux sont nombreux, et beaucoup d'excellente qualité, qui prennent à bras le corps les questions soulevées furtivement et sans démonstration par l'auteur.

A commencer par les recherches d'anthropologie économique, qu'évidemment Carolyn Nordstrom connaît. Encore une fois, on comprend son projet qui se veut global et centré sur les relations entre territoires et échelles différentes. Il n'en demeure pas moins que l'on a du mal à comprendre sa démarche. Si l'objectif est d'appréhender cette économie réelle – celle qui ne correspond pas aux manuels, comme elle le souligne de façon récurrente –, pourquoi ne part-elle pas des travaux désormais classiques, mais toujours pertinents, de Janet MacGaffey sur la « second economy » et l'« économie réelle », ou encore de ceux de Jane Guyer sur l'économie populaire qui sont exemplaires d'une démarche autrement plus scientifique et exigeante quant au fonctionnement concret des économies africaines et de leur insertion internationale, ou encore de ceux de Sara Berry et de tant d'autres, notamment de Janet Roitman qu'elle cite mais dont elle n'utilise ni les analyses ni la subtilité de la démarche ? Certes ces écrits restent circonscrits à des terrains africains, mais par la finesse et la complexité des mécanismes qu'ils décrivent, ils auraient dû, à mon avis, servir non seulement de base, mais aussi d'aiguillon intellectuel pour l'analyse globale que l'auteur de *Sociétés politiques comparées*, n°4, avril 2008

Global Outlaws se proposait de mener. Tous les travaux – d'anthropologie, mais aussi d'économie politique, de sociologie économique, de sciences politiques – sur le commerce et les activités dites informelles, souterraines, illicites, illégales ou criminelles ont depuis longtemps abandonné les analyses dualistes. Ils ont mis en évidence la cohabitation du légal et de l'illégal consubstantielle à ces activités, mais surtout les significations politiques de celles-ci en termes d'exercice du pouvoir, de citoyenneté et de souveraineté, de conception de la sécurité et du politique en général. Ceci en Afrique, bien sûr (et je pourrais citer pêle-mêle, outre les chercheurs mentionnés précédemment, les travaux de Jean-Pierre Olivier de Sardan, Paul Nugent, Karine Bennafla, Claude Ardit, Giorgio Blundo et moi-même) mais aussi, dans d'autres régions, par exemple sur l'Iran, les recherches de Fariba Adelkhah et, au niveau global, ceux de Susan Strange notamment, mais aussi de Ronen Palan.

Carolyn Nordstrom prend le parti de ne pas s'appesantir sur les diamants comme sur la drogue pour les besoins de sa démonstration (i.e. la banalité et la diffusion des pratiques hors loi). Mais dès lors elle passe à côté d'analyses qui auraient contribué à approfondir son sujet et permis une véritable contribution de sa recherche à la compréhension socio-anthropologique de l'économie réelle. Sur les terrains proches, voire similaires à ceux de Carolyn Nordstrom, les travaux de Filip de Boeck, par exemple, ont montré que les activités des chercheurs de diamants ne sont pas seulement une modalité – souvent criminalisée et quoi qu'il en soit hors la loi – de la globalisation des économies africaines, mais qu'elles révèlent aussi des pratiques culturelles globales, et notamment une consommation débridée et une dollarisation de l'imaginaire. Là encore, le livre de Orlove, *The Allure of the Foreign*, sur l'Amérique latine, peut être mentionné pour souligner l'abondance des ouvrages sur le sujet. Surtout, la recherche de diamants s'insère dans une trajectoire historique propre, caractérisée par une conception cynégétique du gain monétaire et des processus d'accumulation. Cette compréhension socialement et historiquement construite d'un phénomène global est totalement étrangère au questionnement de Carolyn Nordstrom – ceci est regrettable dans la mesure où elle passe à côté d'un phénomène fondamental de la globalisation (comme l'a montré J-F.Bayart dans son dernier livre, *Le Gouvernement du monde* traduit en anglais sous le titre de *Global Subjects*) et aussi où, j'y reviendrai, cette posture contribue à des généralisations abusives et à des mésinterprétations.

Autre exemple, celui de l'offshore que Carolyn Nordstrom balaie de la main en rappelant que ce phénomène ne constitue qu'une toute petite partie des pratiques hors légalité – précisément celles qui sont visibles et connues et qu'elle se propose de ne pas analyser. Sans doute, le parti pris est là aussi acceptable... au problème près que leur prise en compte lui *Sociétés politiques comparées*, n°4, avril 2008
<http://www.fasopo.org>

aurait permis d'aller de l'avant et de ne pas redire moins bien ce que des travaux antérieurs ont très bien montré. Car ils sont nombreux (on peut citer Palan, Chavagneux, Lascoumes, Godefroy et Favarel, mais aussi Naylor qu'elle cite mais qu'elle n'utilise pas) ceux qui ont montré que les activités criminelles ou délictueuses faisaient intégralement partie de l'économie officielle, autrement dit du néolibéralisme contemporain, et que l'offshore, par exemple, était simultanément le produit et une partie intégrante des systèmes étatiques, et par là même devrait être considéré comme une technique résolvant une des contradictions d'un système complexe. Ils mettent également en évidence la normativité des règles anti-blanchiment, l'histoire de ces règles, de leur diffusion internationale qui n'est pas sans lien avec les tensions et les conflits politiques nationaux et internationaux. Ils soulignent les enjeux politiques des choix de normes, de règles et des risques ainsi réifiés, les rapports de pouvoir qu'ils traduisent et que simultanément ils contribuent à définir. Autrement dit, ils montrent, exemples et rigueur à l'appui, ce que Carolyn Nordstrom tente de nous décrire légèrement et joliment comme des questionnements nouveaux et des observations originales.

On pourrait en dire de même sur la surestimation de la drogue dans la question de la criminalité économique, de l'importance des trafics sur les médicaments falsifiés ou contrefaits, sur le commerce comme modalité de blanchiment, sur l'importance des ports et des situations concrètes qui rendent les contrôles difficiles, etc. Je voulais souligner ici que non seulement, sur ces différents points, des travaux existent, souvent de qualité, mais qu'en outre, ceux-ci mettent en perspective ces analyses sectorielles et localisées avec la globalisation économique et les transformations politiques qui vont de pair.

Ceci est un autre point fondamental de mes réserves quant à *Global Outlaws*. Carolyn Nordstrom fait une critique implicite – explicitée cependant en conclusion – des recherches académiques et des chercheurs en sciences sociales qui ne prendraient pas en compte les réalités, qui seraient obnubilés par l'Etat et aveuglés par leur objet de recherche.

Il me semble en l'occurrence que c'est elle qui est aveuglée par sa faible maîtrise du sujet, à commencer par les travaux sur l'Etat et sur le politique en général – et notamment sur la sociologie historique du politique, ou l'anthropologie politique. Elle nous fournit dans ce livre une conception particulièrement pauvre de l'une et de l'autre. Le politique est réduit à un bien (et le chapitre 5 est révélateur de ce positionnement, chapitre dans lequel Carolyn Nordstrom parle de politique en termes de propriété, de directeur général – CEO –, d'entreprise, etc.), selon une conception indigente de l'économie politique. De même, l'Etat est considéré dans une acception a-historique, substantiviste et normative, faisant fi des nombreux écrits – y compris de ceux qu'elle peut citer – qui ont montré l'historicité des *Sociétés politiques comparées*, n°4, avril 2008

formations étatiques et leur non-conformité à un modèle pseudo-wébérien, modèle qui n'a été généralisé par la vulgate des sciences politiques que récemment (en allant vite, le vingtième siècle seulement).

L'utilisation de l'expression « extra-state » ne tient pas la route. Là encore on pourrait citer une pléthore d'ouvrages, à commencer par des classiques comme *L'Etat en Afrique* de Jean-François Bayart, pourtant traduit en anglais, qui mettent en évidence le fonctionnement rhizomatique de l'Etat et des pratiques politiques définies par leurs chevauchements incessants, non seulement entre positions de pouvoir et positions d'accumulation, mais aussi entre différentes positions de pouvoir, entre différents registres de légitimation, etc. De même, et je regrette de devoir citer mes propres recherches, Carolyn Nordstrom ne discute pas les travaux sur la « privatisation des Etats » (là aussi en partie traduits en anglais) qui mettent précisément l'accent sur la fluidité des frontières entre légal et illégal, entre public et privé, entre économique et politique, sur l'importance du commerce international et des douanes dans la structuration politique, sur la très forte interaction entre commerce prétendument illégal et pratiques étatiques (d'où l'aberration théorique de parler d'activités extra-étatiques). Cela non pas pour qu'elle adopte aveuglément ces positions, mais pour qu'elle les discute – puisqu'elles constituent le cœur de son argument – en prenant en compte leurs conclusions et que son récit ne soit pas appauvri par des conceptions simplistes et surannées des questions en débat.

Carolyn Nordstrom parle le portugais et elle le lit. Mais, selon une pratique courante dans les cercles académiques, elle ne fait que mentionner témoignages ou romans, autrement dit **des** documents de première main qu'elle peut retravailler. Cette posture est à la lisière de l'honnêteté intellectuelle. Car il existe de très importants travaux de sciences sociales publiés en portugais, sur des sujets proches, voire identiques aux siens, à commencer par ceux de Christine Messiant, chercheur française qui a souvent publié et écrit en portugais, sans doute la personne la plus compétente sur le sujet (mais on pourrait évidemment citer d'autres chercheurs, portugais ou angolais).

De même, elle ne mentionne aucun livre en français. Ce provincialisme, feint ou réel, je ne le sais, est problématique. Comme tout étudiant français de sciences sociales est disqualifié s'il ne lit ni n'utilise les travaux écrits en langue anglaise, il me semble, sans faire de chauvinisme, que les africanistes américains ne peuvent se passer des travaux écrits en français. Sur le sujet évoqué par Carolyn Norsdtrom, ceux-ci sont nombreux qui pourraient enrichir son analyse : ceux de Christine Messiant, déjà mentionnés, sur l'Angola, sur l'historicité de l'économie politique des situations de guerre, ou de « ni guerre, ni paix » ; *Sociétés politiques comparées*, n°4, avril 2008

ceux de nombreux anthropologues, sociologues ou spécialistes d'économie politique qui ont travaillé sur les frontières, les économies dites informelles ou populaires, le rôle fondamental des douanes, l'économie dans la guerre et non pas l'économie de guerre, etc. (outre les travaux mentionnés plus haut, ceux de Michel Péraldi, de Roland Marchal, d'Emmanuel Grégoire, de Pascal Labazée...)

En raison de cette posture, *Global Outlaws* ne va pas plus loin qu'une description – parfois intéressante comme pour les ports, souvent lacunaire et bien connue comme pour les marchés frontaliers des zones en conflit. Cette réalité, que Carolyn Nordstrom veut mettre en évidence, soulève dès lors des questions autrement plus complexes que celles qu'elle traite effectivement. Un seul exemple : p.23, elle évoque en une demi phrase les conséquences en termes de production de valeur et de compréhension globale d'une économie prise à partir de ses pratiques concrètes. Or il me semble qu'un travail d'anthropologie doit aller au-delà d'une simple description pour se poser effectivement ces questions, comme le fait de façon originale et puissante Jane Guyer dans son dernier livre, *Marginal Gains* (en se basant sur toute la littérature sur la question, y compris les écrits de Kopytoff ou d'Appadurai qui auraient été également intéressants pour l'analyse proposée dans ce livre). Bref, alors même que son but est d'analyser la relation entre, d'une part, ces activités économiques en marges de la légalité et, de l'autre, les relations de pouvoir et le processus de formation de l'Etat (cf. p. XVII), son emprisonnement dans des conceptions substantivistes et normatives du politique et l'ignorance des travaux antérieurs l'empêchent de faire quelque chose de ce qu'elle décrit, et notamment de ces interconnexions complexes entre politique, sécurité et économie.

Last but not least, Carolyn Nordstrom s'est laissée, me semble-t-il, prendre par son sujet et par la conviction de ses interlocuteurs. En l'absence d'une approche scientifique rigoureuse, et par conséquent du fait de glissements dans la notion de « hors la loi », ceci aboutit à une surestimation du phénomène « criminel » et illégal et à des généralisations abusives. D'une part, la non prise en compte des significations différentes de phénomènes globaux dans des contextes particuliers et des formes spécifiques dans lesquelles les individus, les groupes et les sociétés s'approprient cet univers global permet à l'auteur de parler d'« empires », d'assimiler les acteurs actuels aux « barons voleurs » américains du 19^{ème} siècle, d'analyser de façon comparable le port d'Anvers et le petit village angolais, d'étendre l'analyse des réseaux commerciaux de cigarettes à toutes les marchandises, de prendre l'Angola pour un archétype de l'Afrique sub-saharienne et des pays pauvres, etc. De l'autre, à l'instar des travaux sur la drogue, le blanchiment et plus généralement sur la criminalité économique, *Global Outlaws* exagère le phénomène de l'il/légalité précisément

parce que l'auteur n'adopte pas une démarche anthropologique et sociologique. L'économie globalisée n'est pas non plus qu'une économie en marge de la légalité, et même si les contrôles des flux commerciaux sont finalement impossibles dans le contexte économique et politique actuel, cela ne veut pas dire que ce « laxisme » accepté est synonyme d'un passage effectif au crime. Dans les deux derniers chapitres, notamment, Carolyn Nordstrom tombe dans le fantasme du tout criminel, du tout (ou presque) illégal. Sans s'en rendre compte – du moins faut-il l'espérer – elle se laisse entraîner par ses informateurs dans leur agenda politique, dans leurs craintes professionnelles du tout sécuritaire, ou plutôt dans leur illusion du contrôle absolu et, inversement, de l'insécurité permanente et croissante.

Béatrice Hibou (CNRS-CERI/Sciences Po)